

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 275

30 janvier 2014

### SOMMAIRE

Aberis .....	13172	KR Invest Solution S.à r.l. ....	13172
Amaranthe Octogone S.à r.l. ....	13189	Leeward Investment Company 2 .....	13174
Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l. .....	13155	Leeward Investment Company 2 .....	13175
Campia Management S.A. ....	13154	Le Groupe Must Partener S.à r.l. ....	13200
Capcon .....	13154	Lux-Avantage Sicav .....	13177
CAT D 21 S.à r.l. ....	13155	Medimo Investissements S.A. S.P.F. ....	13178
CDYD S.A. ....	13155	Mokwalo Pharma S.A. ....	13175
Cepia International S.à r.l. ....	13154	Mokwalo S.A. ....	13175
CEREP Investment Freeport S.à r.l. ....	13155	Moreno Broadcasting Logistics S. à r.l. ...	13189
Chernoye Morye Luxembourg S.à r.l. ....	13155	MP Finance S. à r.l. ....	13172
Citadelle Corporate Services S.à r.l. ....	13154	Nouvelle Fiduciaire Reiserbann Sarl ....	13159
Citadelle Corporate Services S.à r.l. ....	13160	Nymgo S.A. ....	13159
Cognetas II Italy Holdings S.à r.l. ....	13154	Oberweis S.A. ....	13156
Computer Resources International Group .....	13160	Octal S.A. ....	13156
Distribution VII Topco S.à r.l. ....	13190	Odilia S.A. ....	13157
Dubai European Investments S.A. ....	13171	O'Key Group S.A. ....	13159
Euro-Lepont S.A. ....	13160	One Distribution Lux 2 S.à r.l. ....	13159
Garage Schneiders S.à.r.l. et Cie s.e.c.s. .....	13200	Otorierre S.A. ....	13158
Geka S.à r.l. ....	13200	Oud Thamen Holding S.à r.l. ....	13158
GLESENER, Commerce de bétails S.à r.l. .....	13200	Petro Lux S.à r.l. ....	13179
JC Consulting S.à.r.l. ....	13172	Sacramento Resources S.A. ....	13174
Kornerlux S.A. ....	13174	Soho Holding .....	13199
Kornerlux S.A. ....	13174	TecDis (Luxembourg) S.à r.l. ....	13200
		TMRD Luxembourg S.à.r.l. ....	13188
		Top - Prom S.à r.l. ....	13189

**Cognetas II Italy Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 13.500,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 156.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000599/9.

(130224609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Campia Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 139.976.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014000612/10.

(130224447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Capcon, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7519 Mersch, 14, rue Bouvart.

R.C.S. Luxembourg B 171.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Robert Zweers

*Le gérant*

14 RUE BOUVART

L-7519 MERSCH

Référence de publication: 2014000613/13.

(140000639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Cepia International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 31.276,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Stijn CURFS

*Mandataire*

Référence de publication: 2014000589/12.

(130224545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Citadelle Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 165.453.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000591/10.

(130223900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**CAT D 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 205, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 146.332.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 31 décembre 2013. Signature.

Référence de publication: 2014000623/10.

(130224420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**CDYD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6449 Echternach, 49, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 89.010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000625/9.

(140000165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**CEREP Investment Freeport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 113.156.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000627/10.

(130223913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Chernoye Morye Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 112.134.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014000633/12.

(140000224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 8.921.771.125,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 89.589.

Suite aux résolutions écrites de l'associé unique en date du 17 décembre 2013 de la société Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l., les décisions suivantes ont été prises:

Renouvellement du mandat du Réviseur d'entreprise à compter du 17 décembre 2012 jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2014:

- Deloitte S.A., société anonyme, ayant son siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en sa qualité de Réviseur d'entreprise de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l.  
Patrick van Denzen  
Gérant B

Référence de publication: 2014000559/18.

(130224185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Oberweis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 1, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 8.781.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2014001087/12.

(130224396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Octal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 81.808.

—  
**DISSOLUTION**

L'an deux mille treize, le vingt décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme «New Enterprises S.A.», ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M.Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous numéro B44.050, dûment représentée par Monsieur Eddy WIRTZ, employé privé, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

ci-après dénommée «le comparant».

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. - Que la société anonyme "OCTAL S.A." («la société»), établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B81.808, a été constituée suivant acte reçu par Maître Georges D'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 18 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 1026 du 17 novembre 2001.

II. - Que le capital social de la société anonyme "OCTAL S.A.", pré-qualifiée, s'élève actuellement à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000), représenté par TROIS CENT DIX (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100) représentant l'entièreté du capital émis de la société.

III. - Que le comparant en sa qualité d'actionnaire unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "OCTAL S.A.".

IV. - Que le comparant est propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V. - Que le comparant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI. - Que décharge pleine et entière est accordée par le mandant aux administrateurs et au commissaire de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII. - Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII. - Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: WIRTZ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23/12/2013. Relation: EAC/2013/17056. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/01/2014.

Référence de publication: 2014001088/45.

(140000175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Odilia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.335.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the 17<sup>th</sup> of December.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

appeared:

Monsieur Göran GROSSKOPF, residing at, Route Belmont 54, CH-1093 La Conversion, Switzerland, duly represented by Mrs Zékine YILDIZ, private employee, residing professionally in L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, (the "Proxyholder"),

by virtue of a proxy under private seal, which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The Proxyholder declared the following and requested the notary to act:

I. ODILIA S.A., (the "Company"), having its registered office at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 96335, has been incorporated on August 13, 2003, with the notary, Maître Henri Hellinckx, residing in Mersch, deed published in Memorial Recueil Special des Sociétés et Associations C n°1197 of November 14, 2003.

II. The Principal is the owner of thirty one (31) shares representing the entire outstanding share capital of the Company.

III. The Principal declares that he has full knowledge of the financial standing and position of the Company.

IV. The Principal as the sole shareholder makes an explicit declaration to proceed with the dissolution of the Company.

V. The Principal declares that all the liabilities of the Company have been paid and that he has received or will receive all assets of the Company and the Principal acknowledges that he will assume all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution, and the Principal declares that consequently the liquidation of the Company is completed.

VI. The Company authorises the Principal and any authorised officers of the Principal to sign such other documents and deeds that may be required to dissolve the Company.

VII. The Principal gives discharge to all directors of the Company in respect of their mandate up to this date.

VIII. The bearing shares of the Company shall be cancelled.

IX. The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After the document had been read, the aforementioned Proxyholder signed the present original deed with me, the undersigned notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

**Suit la traduction du texte qui précède**

L'an deux mille treize, le 17 décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

a comparu:

Monsieur Göran GROSSKOPF, domicilié au 54, Route Belmont, CH-1093 La Conversion, (le "Mandant"), dûment représenté par Mme Zékine YILDIZ, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, (le "Mandataire"),

en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Le Mandataire a déclaré et a requis le notaire d'acter:

I. Que ODILIA S.A. ("la Société"), ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 96335, a été constituée le 13 août 2003, suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro n°1197 du 14 novembre 2003.

II. Que le Mandant est le propriétaire de trente et un (31) actions, représentant l'entière du capital émis de la Société.

III. Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société.

IV. Que le Mandant en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V. Que le mandant déclare que les dettes connues ont été payées et qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle répond personnellement de tous les engagements sociaux, et le Mandant déclare en conséquence que la liquidation de la Société doit être clôturée.

VI. Que la Société autorise le Mandant, ainsi que les délégués du Mandant dûment autorisés, à signer les documents et actes pouvant être requis pour dissoudre la Société.

VII. Que décharge pleine et entière est accordée par le Mandant aux administrateurs de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII. Qu'il sera procédé à l'annulation des actions au porteur, le tout en présence du notaire instrumentant.

IX. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à son ancien siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le Mandataire pré-mentionné a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais et sur décision du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: YILDIZ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/12/2013. Relation: EAC/2013/16678. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/01/2014.

Référence de publication: 2014001089/77.

(140000182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Oud Thamen Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue de Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 47.616.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014001084/11.

(130224244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Otorierre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 106.187.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014001096/12.

(130224222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**O'Key Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 80.533.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 28 octobre 2013 qu'il a été procédé à une reconstitution entière du conseil d'administration.

Ont été nommés administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018:

- Monsieur Tony Denis MAHER, né à Ciarraí/Kerry (Irlande), le 20 août 1956, résident à 13/3 bldg. 1, Solyanka str., 115035 Moscow, administrateur et président du conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Mykola Buinycky
- Monsieur Dmitry Viktorovich KORZHEV, né à St. Petersburg, le 30 février 1964, résident à flat 205, house 192-194, Moskovskiy prospect, 196084 St. Petersburg, administrateur Caraden
- Monsieur Dmitrii Emmanuilovich TROITCKII, né à St. Petersburg, le 29 mars 1965, résident à flat 224, house 38, building 1, Budapeshtskaya Street, 33713 St Petersburg
- Monsieur Boris Mironovich VOLCHEK, administrateur CARADEN, né à St. Petersburg, le 26 novembre 1966, résident à flat 17, house 9/8, Zanevsky prospect, 195112 St. Petersburg
- Monsieur Heigo KERA, né à Haapsolu (Estonie), le 19 octobre 1966, résident à 38 - 4, Hansu, 13523 Tallin.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gabriele Schneider

Mandataire spécial

Référence de publication: 2014001078/25.

(130224191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**One Distribution Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 494.700,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 154.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001079/9.

(140000074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Nymgo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 161.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014001076/10.

(130223861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Nouvelle Fiduciaire Reiserbann Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3321 Berchem, 32A, rue Meckenheck.  
R.C.S. Luxembourg B 134.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014001075/10.

(130224011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Citadelle Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 165.453.

---

*Résolution de l'associé unique*

Le 23 décembre 2013, l'associé unique décide d'accepter la démission de Mr Richard TURNER, gérant, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

*Pour European Corporate Tax and Legal Services Group B.V.*

Robert DRIEDUITE

Référence de publication: 2014000063/14.

(130223579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**Computer Resources International Group, Société Anonyme.**

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 158.196.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPUTER RESOURCES INTERNATIONAL GROUP SA

Référence de publication: 2014000064/10.

(130223461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**Euro-Lepont S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 59.878.

L'an deux mille treize, le quatrième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "EURO-LEPONT S.A.", établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 59878, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date 16 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 550 du 7 octobre 1997,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 338 du 16 février 2010.

L'Assemblée est présidée par Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

2. Détermination du siège social à Castano Primo en Italie;

3. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes, modification et refonte subséquente des Statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi italienne;

4. Adoption pour la Société de l'objet social suivant:



"La Società ha per oggetto lo svolgimento, in Italia e all'estero, delle attività di:

- assunzione di partecipazioni in società o enti;
- gestione delle partecipazioni possedute;
- concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, ivi incluso il rilascio di garanzie, a favore delle società direttamente o indirettamente partecipate.

La società potrà inoltre, in via strumentale alle attività di cui sopra, compiere qualsiasi operazione, anche su beni immobili, necessaria od utile per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari). La società potrà inoltre ricevere finanziamenti dai propri soci o dalle altre società del gruppo, nel rispetto della normativa applicabile.

È comunque escluso l'esercizio di qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal T.U.F. nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazioni di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.B."

5. Fixation du terme de la Société au 31 décembre 2050;

6. Délibération que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Italie de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis;

7. Approbation des comptes sociaux, bilans et comptes économiques;

8. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la Société en Italie;

9. Nomination de Monsieur Lorenzo Vallarino GANCIA, né à Turin (Italie), le 20 juin 1930, demeurant à I-10121 Turin, Corso Matteotti 0 (zero), numéro fiscal VLLLNZ30H20L219Q, à la fonction d'administrateur unique ("Amministratore unico"), fixation de ses pouvoirs et du terme de son mandat;

10. Nomination d'un collège de commissaires aux comptes ("Collegio Sindacale") et détermination de la durée des mandats des membres du collège;

11. Nomination d'un représentant ad hoc en Italie pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester en Italie en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

12. Nomination d'un représentant ad hoc au Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester au Grand-Duché de Luxembourg en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

13. Soumission des décisions proposées à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra;

14. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide:

- de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Castano Primo en Italie et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit italien, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

- d'établir le siège social de la Société en Italie à I-20022 Castano Primo, Via Villoresi 48, et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social, pour les besoins de l'article 2478 du Code Civil italien;

- d'adopter pour la forme sociale de la Société celle d'une société anonyme soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "società per azioni" de droit italien et de changer la dénomination de la Société en "EURO-LEPONT S.p.A.";
- d'adopter pour la Société l'objet social comme ci-avant reproduit dans l'ordre du jour sous le point 4);
- de fixer le terme de la Société au 31 décembre 2050;
- de confirmer le capital social de quatre millions soixante-quatre mille euros (4.064.000,- EUR), représenté par quarante mille six cent quarante (40.640) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées;
- de procéder à une refonte des Statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi italienne et de leur donner la teneur suivante:

## STATUTO SOCIALE

### **Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata**

**Art. 1.** La Società è denominata "EURO-LEPONT S.p.A.".

**Art. 2.** La Società ha la sede legale in Castano Primo (MI).

Per deliberazione dell'Organo Amministrativo possono essere istituiti, modificati o soppressi, sia in Italia che all'estero, stabilimenti, depositi, filiali, succursali, agenzie, rappresentanze e dipendenze di ogni genere.

**Art. 3.** La Società ha per oggetto lo svolgimento, in Italia e all'estero, delle attività di:

- assunzione di partecipazioni in società o enti;
- gestione delle partecipazioni possedute;
- concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, ivi incluso il rilascio di garanzie, a favore delle società direttamente o indirettamente partecipate.

La società potrà inoltre, in via strumentale alle attività di cui sopra, compiere qualsiasi operazione, anche su beni immobili, necessaria od utile per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari). La società potrà inoltre ricevere finanziamenti dai propri soci o dalle altre società del gruppo, nel rispetto della normativa applicabile.

È comunque escluso l'esercizio di qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal T.U.F. nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazioni di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.B.

**Art. 4.** La durata della Società è fissata sino al 31 dicembre 2050 e, fermo il disposto del successivo art. 31, potrà essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea Generale degli Azionisti.

### **Titolo II. Capitale - Azioni - Obbligazioni - Strumenti finanziari partecipativi - Patrimoni destinati**

**Art. 5.** Il capitale sociale è stabilito in Euro 4.064.000,00 (quattromilionisessantaquattromila virgola zero zero), suddiviso in numero 40.640 (quarantamilaseicentoquaranta) di azioni ordinarie da nominali Euro 100 (cento) cadauna.

Il capitale potrà essere aumentato anche mediante conferimenti di beni in natura e di crediti.

**Art. 6.** Le azioni sono rappresentate da titoli o certificati azionari nominativi che, ove consentito, possono essere convertiti a richiesta e spese del socio in titoli al portatore.

Su richiesta dell'Azionista, la società può attuare la dematerializzazione dei propri titoli azionari.

La Società può inoltre adottare le diverse tecniche di rappresentazione, legittimazione e circolazione delle azioni previste dalla normativa pro-tempore vigente.

I soci possono effettuare finanziamenti alla Società in misura anche non proporzionale alle rispettive partecipazioni, sotto l'osservanza della vigente normativa in materia.

Salvo diversa determinazione i versamenti effettuati dai soci a favore della società devono considerarsi infruttiferi.

**Art. 7.** Limiti alla circolazione delle azioni

I trasferimenti di azioni, di diritti di opzione per la sottoscrizione e/o l'acquisto di azioni, warrant su azioni ovvero obbligazioni convertibili in azioni ovvero di diritti reali di godimento relativi alle predette azioni e obbligazioni convertibili (i "Diritti") sono soggetti a prelazione secondo la disciplina prevista nei paragrafi che seguono.

1) Trasferimento delle azioni.

A) Fatti salvi i casi espressamente previsti al successivo punto I, qualora un socio intenda trasferire, sotto qualsiasi forma, in tutto o in parte e anche ad altri soci, le azioni di sua rispettiva titolarità dovrà preventivamente offrirle in prelazione agli altri soci, comunicando per iscritto tale intenzione al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società. Nella comunicazione devono essere indicate l'identità del potenziale acquirente, le condizioni della sua offerta, il corrispettivo e le modalità di pagamento, nonché ogni altro elemento rilevante dell'offerta.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro i (30) giorni successivi al ricevimento della informativa di cui al precedente comma, dovrà comunicare l'offerta agli altri soci.

B) Ciascuno dei soci che riceve l'offerta avrà diritto di esercitare la prelazione sulle azioni che si intendono trasferire in proporzione alla partecipazione posseduta dallo stesso, e la prelazione potrà essere esercitata da ciascun socio soltanto per tutte le azioni, e non solo per parte delle azioni ad esso spettanti in prelazione in ragione della partecipazione posseduta. Ove uno o più dei soci destinatari della comunicazione di cui sopra rinunciassero, ovvero non esercitassero (nel termine di cui al comma successivo) il diritto di prelazione ad esso spettante, i relativi diritti si accresceranno automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene ai sensi del comma successivo.

Il diritto di prelazione deve essere esercitato dai soci che ne hanno diritto, a pena di decadenza, entro (60) giorni dal ricevimento della suddetta comunicazione, mediante missiva da inviare al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (30) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, ovvero dal decorso del termine per l'esercizio della prelazione nel caso in cui non pervenisse qualche comunicazione, darà notizia a tutti i soci dell'esito dell'offerta in prelazione.

C) Qualora la prelazione venisse esercitata nel termine di cui sopra soltanto da alcuni dei soci, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società sarà tenuto ad offrire in prelazione le azioni ancora disponibili ai soci che abbiano esercitato il diritto di prelazione, essendo inteso che gli stessi potranno esercitare la prelazione rispetto a tali azioni in via proporzionale rispetto alla partecipazione da essi rispettivamente posseduta.

Tale offerta dovrà essere contenuta nella medesima comunicazione con la quale il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico informa i soci dell'esito della prelazione di cui al precedente punto B).

L'esercizio della prelazione rispetto alle azioni disponibili dovrà essere comunicato al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, non oltre (30) giorni successivi dalla data di ricezione della comunicazione contenente la relativa offerta di cui al precedente comma, essendo inteso che, in mancanza di espressa indicazione contraria da parte del socio, la prelazione si intenderà esercitata rispetto alla totalità delle azioni disponibili nel caso in cui non tutti i soci oblati esercitassero il diritto loro spettante.

Anche dell'esito di tale ulteriore offerta, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, darà notizia a tutti i soci del risultato finale dell'offerta in prelazione.

Nel caso in cui, ad esito della procedura di cui sopra, la prelazione non risultasse esercitata rispetto alla totalità delle azioni offerte in prelazione, il trasferimento ai terzi delle azioni sarà soggetto al gradimento dell'Assemblea dei Soci ai sensi del successivo punto F). Dopo aver ottenuto il gradimento dell'Assemblea il socio offerente sarà libero di trasferire tutte (e solo tutte) le azioni offerte in prelazione esclusivamente all'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione ed ai medesimi termini e condizioni comunicati al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Decorso tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento, il socio offerente dovrà ripetere l'offerta in prelazione ai soci prima di alienare ad altri (ivi compreso l'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione) le proprie azioni.

D) In caso di valido esercizio della prelazione, il trasferimento delle azioni ai soci avverrà ai medesimi termini e condizioni indicati nella prima lettera di offerta, presso il Notaio scelto di comune accordo dagli acquirenti.

Decorso tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento a favore degli stessi soci, il socio offerente sarà libero di trasferire tutte (e solo tutte) le azioni offerte in prelazione esclusivamente all'acquirente individuato nella prima lettera di offerta. In questo caso, però, essendo oramai decorsi i termini indicati nella prima offerta, tale trasferimento ed il contestuale pagamento del prezzo dovranno essere perfezionati entro (30) giorni dalla data di ricevimento della comunicazione con la quale la Società avrà espresso il gradimento al trasferimento delle azioni di cui al successivo punto F).

Decorso anche tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento a favore dell'acquirente individuato nella prima lettera di offerta, il socio venditore dovrà ripetere l'offerta in prelazione ai soci prima di alienare ad altri (ivi compreso l'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione) le proprie azioni.

E) Il diritto di prelazione spetta anche in caso di trasferimento inter vivos a qualsiasi titolo che non preveda un corrispettivo in denaro, ovvero in caso di trasferimento gratuito, inclusi, a titolo meramente esemplificativo, le permutazioni, le donazioni, i conferimenti in società od enti costituiti o costituendi, la cessio bonorum, la costituzione di usufrutto e l'assegnazione a seguito di escussione di pegno o di vendita forzata ed in genere qualsiasi altro atto od operazione che comporti, come effetto, il trasferimento della proprietà (anche nuda) delle azioni. Il diritto di prelazione spetta, altresì, in caso di trasferimento mortis causa delle azioni a favore di eredi o legatari diversi da quelli individuati al successivo punto I).

In tali casi il socio che intende trasferire le azioni dovrà offrirle in prelazione agli altri soci, secondo quanto previsto ai punti che precedono e in conformità alla procedura qui di seguito indicata. In caso di trasferimento mortis causa ai sensi del presente punto E), gli eredi o legatari del socio defunto dovranno comunicare al Presidente del Consiglio di Ammi-

nistrazione o all'Amministratore Unico della Società, l'apertura della successione, entro (90) giorni dalla morte del de cuius, con l'indicazione degli eredi e/o dei legatari e la descrizione delle azioni cadute in successione.

E1) In caso di trasferimento con corrispettivo non in denaro o a titolo gratuito, ovvero ancora in caso di trasferimento mortis causa ai sensi del precedente punto E), al fine dell'esercizio del diritto di prelazione, il prezzo sarà determinato secondo i medesimi criteri di determinazione del valore delle azioni di cui all'art. 2437-ter, secondo comma, del cod. civ..

In tutte queste ipotesi di trasferimento, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società darà comunicazione a tutti i soci del diritto di prelazione loro spettante, entro [30] giorni dalla data di ricevimento della notizia con la quale il socio trasferente abbia manifestato tale intenzione, ovvero gli eredi o legatari del socio defunto comunichino l'apertura della successione.

Ciascun socio che intenda esercitare il diritto di prelazione dovrà darne comunicazione al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, entro (30) giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al precedente comma, che sarà valida soltanto per tutte le azioni, e non solo per parte delle, azioni ad esso spettanti in prelazione in ragione della partecipazione posseduta. Qualora la prelazione venisse esercitata soltanto da alcuni dei soci aventi diritto, le azioni ancora disponibili si intenderanno automaticamente e proporzionalmente prelazionate da parte di quei soci che non vi abbiano espressamente rinunciato.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, ovvero dal decorso del termine per l'esercizio della prelazione nel caso in cui non pervenisse qualche comunicazione, darà notizia a tutti i soci ed ai soggetti offerenti dell'esito della in prelazione.

Entro (60) giorni dal decorso del termine di (15) giorni per l'invio delle comunicazioni di cui al precedente comma, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società dovrà comunicare a tutti i soci ed ai soggetti offerenti, il valore delle azioni oggetto della prelazione, determinato ai sensi del primo comma del presente punto E1).

Entro (30) giorni dal ricevimento della comunicazione della determinazione del valore delle azioni, il socio offerente potrà revocare la propria offerta di vendita, mediante missiva da spedirsi al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Parimenti, entro il medesimo termine di (30) giorni dal ricevimento della comunicazione della determinazione del valore delle azioni, il/i socio/i che abbia/no esercitato la prelazione potrà/anno revocare la propria dichiarazione di esercizio della prelazione a mezzo di missiva da spedirsi al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società. Per il caso in cui la dichiarazione di esercizio della prelazione sia revocata solo da alcuni dei soci che abbiano esercitato la prelazione i relativi diritti si accresceranno automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che non avranno esercitato tale facoltà di revoca e che non vi abbiano espressamente rinunciato al momento dell'esercizio della prelazione. Anche dell'esito di tale ulteriore fase, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, darà notizia a tutti i soci ed ai soggetti offerenti.

Qualora, a seguito della revoca da parte di alcuni soltanto dei soci che abbiano esercitato la prelazione e/o della rinuncia da parte degli altri soci all'accrescimento proporzionale del proprio diritto di prelazione, l'esercizio della prelazione da parte degli altri soci non copra la totalità delle azioni offerte dal socio offerente, il diritto di prelazione si considererà non validamente esercitato e, pertanto, il socio offerente sarà libero, entro i successivi [30] giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al precedente comma, di trasferire le azioni offerte in prelazione al/i soggetto/i indicato/i nella prima comunicazione inviata al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, nei termini ed alle condizioni indicati nella stessa comunicazione, purché ottenga, preventivamente, il gradimento dell'Assemblea ai sensi del successivo paragrafo F). In caso di mancato ottenimento del gradimento da parte dell'Assemblea ovvero, in ogni caso, decorso il periodo per il trasferimento delle azioni offerte di cui sopra, le azioni saranno nuovamente soggette alla clausola di prelazione.

Nel caso di esercizio della prelazione da parte dei soci, il trasferimento delle azioni e il pagamento del prezzo determinato come sopra previsto dovranno avere luogo contestualmente non oltre (60) giorni dalla comunicazione della determinazione del prezzo.

E2) Salvo il caso di dissenso previsto dal presente capoverso, la procedura di determinazione del valore delle azioni, indicata al precedente punto E1), non troverà applicazione nel caso in cui il socio offerente intenda trasferire le azioni a fronte di un corrispettivo rappresentato da azioni quotate in un mercato regolamentato italiano o estero. In tale ipotesi, la prelazione potrà essere esercitata da parte degli altri soci, nei termini e con le modalità previsti alle precedenti lettere A), B), C) e D), riconoscendo al socio offerente un prezzo unitario per azione pari all'importo che risulterà dividendo (a) il prezzo medio ponderato registrato dalle azioni offerte dal terzo al socio offerente (i) negli ultimi dodici mesi precedenti (decorrenti, a ritroso, dalla data della comunicazione del socio offerente di cui alla precedente lettera A), ovvero (ii) nel caso in cui tali azioni siano quotate nel mercato regolamentato da meno di dodici mesi, in tutto il periodo compreso tra il primo giorno di negoziazione e la data comunicazione del socio offerente di cui alla precedente lettera A, moltiplicato per il numero di azioni quotate offerte dal terzo al socio offerente; per (b) il numero di azioni della società offerte in prelazione dal socio offerente. Alla procedura di determinazione del valore delle azioni si farà ricorso, ad istanza anche di uno solo dei soci interessati, in caso di contestazione in ordine alla determinazione del prezzo delle azioni offerte in

vendita, essendo inteso che, in tal caso, l'Organo Amministrativo della Società sarà tenuto ad applicare rigorosamente la formula sopra prevista.

F) In ogni caso in cui la prelazione non sia esercitata dagli altri soci ai sensi dei punti che precedono per la totalità delle azioni poste in vendita, il Socio offerente dovrà ottenere dall'Assemblea ordinaria dei soci il preventivo gradimento all'ingresso del terzo a cui intende trasferire la propria partecipazione.

Il socio offerente dovrà, pertanto, inviare al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società la proposta del terzo potenziale acquirente, indicando le generalità dello stesso, il prezzo per azione proposto e le modalità di trasferimento. L'Organo Amministrativo della Società dovrà, senza indugio, compiere quanto necessario affinché si tenga un'Assemblea dei soci in sede ordinaria che si pronunci sul gradimento.

L'Assemblea dei soci potrà rifiutare il proprio gradimento al trasferimento con solo motivata deliberazione qualora, per condizioni oggettive o per l'attività svolta, direttamente o indirettamente, l'ingresso del potenziale acquirente nella compagine sociale possa risultare pregiudizievole per il perseguimento dell'oggetto sociale o confliggente con gli interessi della Società, ovvero ancora anche solo potenzialmente lesivo della reputazione ed onorabilità degli altri soci.

Qualora il gradimento venga immotivatamente negato, il socio che intende alienare le proprie azioni potrà recedere dalla società dandone comunicazione scritta mediante lettera raccomandata. La quota di liquidazione sarà determinata secondo le modalità e nella misura prevista dall'art. 2437-ter del Codice Civile e dovrà essere corrisposta al socio entro 30 giorni dal ricevimento della comunicazione di richiesta da parte del socio.

G) I precedenti punti sotto le lettere A), B), C), D), E) e F) del presente art. 7 si applicano anche al trasferimento dei Diritti, peraltro con la sola precisazione che tutti i termini previsti nella clausola sono ridotti alla metà.

H) Tutti i termini stabiliti dai precedenti punti A), B), C), D), E), F) e G) del presente art. 7 per l'esercizio di diritti riconosciuti ai soci devono intendersi perentori.

I) Il diritto di prelazione non spetta agli altri soci in caso di trasferimento inter vivos o mortis causa da parte di un socio delle proprie azioni al coniuge ed ai discendenti o ascendenti in linea retta.

Il socio non può, senza il consenso della maggioranza dei soci, espresso anche per lettera, sottoporre volontariamente tutte o parte delle proprie azioni (o il diritto di opzione) a pegno o costituirle in garanzia o in usufrutto. Tale consenso non potrà essere rifiutato ove il diritto di voto relativo alle azioni costituite in pegno, a garanzia o in usufrutto rimanga in capo al costituente.

I trasferimenti in violazione del diritto di prelazione dei soci o in assenza del gradimento dell'Assemblea dei soci previsto alla precedente punto F) sono privi d'effetto nei confronti della Società e, pertanto, non possono essere annotati sul libro dei soci.

Ogni trasferimento ha effetto nei confronti della Società dal momento della sua iscrizione nel libro dei soci.

**Art. 8.** La Società può emettere obbligazioni non convertibili e convertibili in azioni nei modi e termini di legge esclusivamente con deliberazione dell'Assemblea straordinaria degli Azionisti.

**Art. 9.** La Società, con delibera da assumersi da parte dell'Assemblea straordinaria degli Azionisti, può emettere strumenti finanziari forniti di diritti patrimoniali o amministrativi, escluso il diritto di voto nell'Assemblea generale degli Azionisti.

**Art. 10.** La Società, con delibera da assumersi da parte dell'Assemblea straordinaria degli Azionisti può costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare, ai sensi degli articoli 2447-bis e seguenti del C. C.

### **Titolo III. Assemblée**

**Art. 11.** L'Assemblea, regolarmente convocata e costituita, rappresenta l'universalità degli Azionisti e le sue deliberazioni obbligano tutti gli Azionisti ancorché assenti o dissenzienti, nei limiti della legge e del presente statuto.

**Art. 12.** Le assemblee degli Azionisti sono ordinarie e straordinarie.

L'Assemblea ordinaria per l'approvazione del Bilancio di esercizio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro centoventi (120) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale e, ove consentito a norma dell'ultimo comma dell'articolo 2364 C.C., entro centottanta (180) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

L'Assemblea é inoltre convocata - sia in via ordinaria che in via straordinaria - ogni qualvolta l'Organo Amministrativo lo ritenga opportuno, e nei casi di legge.

**Art. 13.** Hanno diritto di intervenire all'Assemblea gli Azionisti che abbiano depositato, almeno cinque giorni prima del giorno fissato per l'Assemblea, le loro azioni, o le certificazioni degli intermediari autorizzati, presso la sede sociale o gli istituti indicati nell'avviso di convocazione.

Il deposito delle azioni fatto per la prima convocazione, vale anche per la seconda.

Nel caso di titoli dematerializzati, avranno diritto di intervenire all'Assemblea gli Azionisti che risulteranno iscritti al libro dei soci almeno cinque giorni precedenti alla data di prima convocazione.

Ogni Azionista può farsi rappresentare nella Assemblea, mediante delega scritta, conferita a persona fisica o giuridica, anche non Azionista, a norma dell'art. 2372 C.C..

**Art. 14.** L'Assemblea è convocata dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, ovvero da altro soggetto da questi incaricato, o dall'Amministratore Unico, anche fuori del Comune della sede legale purché in Italia o in altro stato Europeo, mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora, del luogo dell'adunanza (nonché dei luoghi eventualmente ad esso collegati in via telematica) e l'elenco delle materie da trattare.

L'Assemblea viene convocata mediante avviso comunicato, agli azionisti iscritti nel libro dei soci al rispettivo domicilio, con qualsiasi mezzo idoneo a fornire la prova dell'avvenuto ricevimento almeno otto giorni prima di quello fissato per l'Assemblea.

In caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di utenza telefax o all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito, che siano stati espressamente comunicati dal socio o che risultino dal libro dei soci.

Nel caso in cui la Società faccia ricorso al mercato di capitale di rischio, l'avviso è pubblicato sul quotidiano "Il Sole 24 Ore", almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'Assemblea. Se tale quotidiano ha cessato le pubblicazioni, l'avviso è pubblicato nella Gazzetta Ufficiale.

Nel predetto avviso può essere prevista la seconda convocazione.

**Art. 15.** L'Assemblea, sia ordinaria che straordinaria, è regolarmente costituita e delibera validamente in prima e seconda convocazione con l'intervento ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Tuttavia l'Assemblea ordinaria di seconda convocazione, limitatamente alle deliberazioni in ordine al Bilancio e alla nomina delle cariche sociali, si costituisce qualunque sia la parte di capitale rappresentata dai soci e delibera a maggioranza assoluta degli intervenuti, ivi compresi gli astenuti.

**Art. 16.** L'Assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione e, in caso di assenza o impedimento, da chi ne fa le veci: in loro assenza, l'Assemblea è presieduta da altra persona designata dall'Assemblea stessa a maggioranza dei presenti.

Il Presidente dell'Assemblea, anche a mezzo del segretario, verifica la regolarità della costituzione dell'Assemblea, accerta l'identità e la legittimazione degli intervenuti, verifica la conformità delle deleghe alle norme in vigore, regola lo svolgimento dei lavori, stabilendo modalità di discussione e di votazione (non a schede segrete) ed accerta i risultati delle votazioni.

Il Presidente dell'Assemblea è assistito da un segretario, anche non socio, nominato dall'Assemblea.

Nei casi di legge, o quando il Presidente dell'Assemblea lo reputi opportuno, il verbale è redatto da un notaio designato dallo stesso Presidente, senza che sia necessaria la nomina del Segretario.

Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale redatto ai sensi di legge e sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio.

**Art. 17.** L'Assemblea sia ordinaria che straordinaria, anche in seconda convocazione, può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

a) sia consentito al Presidente dell'Assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi Assembleari oggetto di verbalizzazione;

c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di Assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente dell'Assemblea ed il soggetto verbalizzante.

**Art. 18.** E' ammesso il voto per corrispondenza, disciplinato come segue:

a) possono votare per corrispondenza i soci che ne abbiano fatto richiesta scritta da conservarsi agli atti sociali e da annotare sul libro soci;

b) l'organo sociale o il Tribunale che convocano l'Assemblea devono precisare nella convocazione se il voto per corrispondenza è ammesso. In nessun caso è ammesso il voto per corrispondenza per la delibera sull'azione di responsabilità nei confronti degli amministratori;

c) il testo della delibera da approvare o delle diverse proposte di delibera su cui votare deve essere riportato integralmente sulla scheda di voto;

d) se le schede di voto non sono allegate alla comunicazione della convocazione dell'Assemblea, la convocazione deve indicare con quali modalità i soci possano richiedere ed ottenere le schede per l'esercizio del voto per corrispondenza, nei termini necessari per un informato esercizio del diritto di voto;

e) il computo delle schede di voto per corrispondenza avviene:

- al momento della costituzione dell'Assemblea al fine di verificare che sussista il quorum costitutivo;

- al momento della espressione del voto da parte dei soci, al fine di verificare che sussista il quorum deliberativo;
- f) per il caso di modifica o integrazione delle proposte sottoposte all'Assemblea, il titolare del diritto che ha espresso il voto può preventivamente manifestare la propria volontà, scegliendo fra l'astensione, il voto contrario e l'adesione alle proposte di voto espresse dall'organo amministrativo o da altro socio;
- g) le schede dei voti espressi per corrispondenza vanno conservate agli atti sociali;
- h) nel caso di voto espresso per corrispondenza occorre disporre un adeguato sistema di comunicazione delle delibere assunte dall'Assemblea, al fine di agevolare i soci astenuti o dissenzienti nell'esercizio dei propri diritti.

#### **Titolo IV. Organo amministrativo**

**Art. 19.** La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in occasione della relativa nomina:

- (a) da un amministratore unico;
- (b) da un consiglio di amministrazione, composto da un numero minimo di tre membri ad un numero massimo di sette, anche non soci, secondo le determinazioni dell'Assemblea.

Per organo amministrativo si intende, a seconda dei casi, l'Amministratore Unico o il Consiglio di Amministrazione.

L'Organo Amministrativo rimane in carica, secondo le determinazioni dell'Assemblea, per un massimo di tre esercizi e scade alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della sua carica. Esso è rieleggibile.

Ove il numero degli amministratori sia stato determinato in misura inferiore al massimo statutario, l'Assemblea ordinaria, durante il periodo di permanenza in carica del Consiglio, potrà aumentare tale numero nei limiti, appunto, del massimo statutario. I nuovi amministratori così nominati scadranno insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

In caso di cessazione di uno o più amministratori, si provvede alla loro sostituzione ai sensi di legge. L'Assemblea ordinaria può tuttavia deliberare di ridurre, nei limiti di statuto, il numero dei componenti il Consiglio a quello degli amministratori in carica per il periodo residuo.

Se, per dimissioni o altre cause, vengono a mancare la metà, in caso di numero pari, e più della metà, in caso di numero dispari, degli amministratori in carica, si intende decaduto l'intero Consiglio con effetto dal momento della sua ricostituzione, e deve immediatamente convocarsi, da parte degli amministratori rimasti in carica, l'Assemblea per la nomina del nuovo Consiglio di Amministrazione.

**Art. 20.** Nella prima adunanza successiva alla propria nomina, il Consiglio di Amministrazione elegge tra i suoi membri il Presidente, se questi non è già stato eletto dall'Assemblea. Il Consiglio può nominare uno o più Vice-Presidenti, che sostituiscano il Presidente in caso di assenza o impedimento e può delegare, nei limiti di legge, le proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi componenti determinandone i poteri. Il Consiglio può inoltre nominare un segretario del Consiglio, scelto anche al di fuori dei suoi componenti.

Può nominare un Comitato Esecutivo, fissandone, nei termini di legge, i relativi poteri, i compiti, il numero dei componenti e le norme di funzionamento.

Il Consiglio di Amministrazione può nominare, con facoltà di delega ai sensi dei commi che precedono, direttori generali e procuratori ad negotia o per categoria di atti determinandone i poteri.

Gli organi delegati riferiscono al Consiglio di Amministrazione e al Collegio Sindacale, almeno ogni sei mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione nonché sulle operazioni di maggior rilievo per le loro dimensioni e caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

**Art. 21.** Il Consiglio di Amministrazione si raduna presso la sede sociale o altrove, in Italia o in altro stato Europeo, su convocazione del Presidente, o di chi ne fa le veci, ogni qualvolta questi lo ritenga opportuno, oppure quando gliene facciano richiesta almeno due Amministratori, o due Sindaci Effettivi.

L'avviso di convocazione deve essere trasmesso mediante lettera raccomandata, telefax o posta elettronica (purché ne sia riscontrato il ricevimento) da inviarsi cinque giorni prima della riunione, salvo i casi di urgenza, per i quali sarà sufficiente il preavviso di un giorno.

Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito qualora, anche in assenza di convocazione nei modi sopra previsti, siano intervenuti tutti i Consiglieri in carica e tutti i Sindaci Effettivi.

Le adunanze sono presiedute dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, o dal Vice-Presidente o dall'Amministratore Delegato più anziano, e, in caso di loro assenza od impedimento, dall'amministratore più anziano di età.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio si richiede la partecipazione effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei Consiglieri partecipanti alla riunione; in caso di parità, prevale il voto di chi presiede.

Delle deliberazioni del Consiglio si redige un verbale, firmato dal Presidente della seduta e dal segretario, sul libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione, tenuto a norma di legge.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione possono altresì essere validamente tenute in videoconferenza o audioconferenza, purché risulti garantita l'esatta identificazione delle persone legittimate a presenziare dagli altri capi del collegamento, la possibilità di tutti i partecipanti di intervenire oralmente, in tempo reale, su tutti gli argomenti, di poter

visionare e ricevere documentazione e di poterne trasmettere; dovranno tuttavia essere presenti almeno il Presidente e il segretario nel luogo di convocazione scelto per la riunione ove si considererà tenuto il Consiglio di Amministrazione.

**Art. 22.** All'amministratore unico spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla Legge. Occorre la preventiva autorizzazione dell'assemblea dei soci per il compimento delle seguenti operazioni: acquisti, permuta ed alienazioni immobiliari, costituzioni e modificazioni di servitù, partecipazioni in altre aziende o società costituite o costituende, anche sotto forma di conferimento, cessione dell'azienda o di rami d'azienda, assunzione di mutui passivi, concessione di fidejussioni, costituzioni, surroghe, postergazioni, cancellazioni e rinunzie di ipoteche, trascrizioni ed annotamenti di ogni genere, compromessi e transazioni. In sede di nomina possono tuttavia essere indicati ulteriori limiti ai suddetti poteri.

**Art. 23.** Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società, ed ha la facoltà di compiere tutti gli atti, anche di disposizione, che ritenga opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, ad eccezione soltanto di quanto per legge e per statuto sia espressamente riservato all'Assemblea.

**Art. 24.** L'Assemblea può assegnare all'Amministratore Unico ed al Consiglio di Amministrazione un compenso annuale, che resterà invariato fino a diversa deliberazione dell'Assemblea stessa.

All'Amministratore Unico ed ai Consiglieri verranno rimborsate le spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni.

Le modalità di riparto del compenso annuo stabilito dall'Assemblea per il Consiglio di Amministrazione sono determinate con deliberazione del Consiglio medesimo.

Il Consiglio di Amministrazione potrà assegnare uno speciale compenso, oltre all'eventuale rimborso delle spese, al Presidente, ai Vice-Presidenti, all'Amministratore delegato e agli Amministratori cui sono affidati speciali incarichi, sentito il parere del Collegio Sindacale.

L'Assemblea può altresì determinare un compenso complessivo per tutti gli amministratori, compresi quelli investiti in particolari cariche in conformità allo statuto. In difetto, per questi ultimi provvede il Consiglio di Amministrazione sentito il parere del Collegio Sindacale.

#### **Titolo V. Rappresentanza sociale**

**Art. 25.** La firma sociale e la rappresentanza legale della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spettano all'Amministratore Unico e disgiuntamente al Presidente e ad eventuali Vice-Presidenti; competono inoltre a tutti gli Amministratori delegati nell'ambito dei poteri loro attribuiti dal Consiglio di Amministrazione e con le modalità di firma dallo stesso stabilite.

I componenti del Consiglio di Amministrazione, anche se non in possesso di delega permanente, hanno la firma sociale e rappresentano la Società di fronte ai terzi per l'esecuzione delle delibere assunte dal Consiglio di Amministrazione di cui siano specificatamente incaricati.

Salvo diversa disposizione consigliare, la rappresentanza legale spetta ai soggetti di cui ai precedenti commi in via disgiunta tra loro.

#### **Titolo VI. Collegio sindacale**

**Art. 26.** Il Collegio Sindacale è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, tutti scelti tra soggetti iscritti nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero della Giustizia.

I sindaci durano in carica tre esercizi e scadono alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

L'Assemblea che provvede alla nomina del Collegio Sindacale elegge il Presidente e determina gli emolumenti annuali da attribuirsi ai Sindaci Effettivi sulla base delle tariffe professionali in vigore al momento della loro corresponsione.

Le riunioni del Collegio Sindacale saranno valide anche quando tenute a mezzo video o tele conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal Presidente e da tutti gli altri intervenuti, che sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti discussi, che sia loro consentito lo scambio di documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra ne venga dato atto nel relativo verbale. Verificandosi tali presupposti, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure trovasi il segretario della stessa, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Nei casi consentiti dalla legge e salvo diversa deliberazione dell'Assemblea ordinaria, il Collegio Sindacale esercita anche il controllo contabile.

L'Assemblea può tuttavia prevedere che il controllo contabile venga attribuito ad un revisore contabile o ad una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

In tal caso l'incarico del controllo contabile è conferito dall'Assemblea, sentito il Collegio Sindacale, la quale determina il relativo corrispettivo.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.



## **Titolo VII. Bilancio ed utili**

**Art. 27.** L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

**Art. 28.** Gli utili netti risultanti dal bilancio verranno assegnati come segue:

5% a fondo di riserva, prescritto dalla legge;

il residuo agli Azionisti in misura proporzionale alla partecipazione sociale da ciascuno posseduta, salvo diversa destinazione dell'Assemblea.

**Art. 29.** L'Organo Amministrativo ha la facoltà di deliberare la distribuzione di acconti sui dividendi nei limiti e con le forme previsti dalla legge.

**Art. 30.** I dividendi saranno pagabili presso la sede della Società e negli altri luoghi, che saranno individuati dall'Organo amministrativo.

I dividendi non reclamati entro cinque anni, dal giorno in cui divennero esigibili, saranno prescritti a favore della Società.

## **Titolo VIII. Recesso**

**Art. 31.** I soci hanno diritto di recesso nei casi in cui il diritto è inderogabilmente previsto dalla legge. Il recesso non spetta per le delibere riguardanti:

- a) la proroga del termine di durata della Società;
- b) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione delle azioni.

## **Titolo IX. Liquidazione**

**Art. 32.** In caso di scioglimento anticipato della società, l'Assemblea degli Azionisti determinerà la modalità della liquidazione e provvederà alla nomina di uno o più liquidatori, fissandone i poteri ed il compenso ai sensi di legge.

## **Titolo X. Disposizioni generali**

**Art. 33.** La Società è sottoposta alla giurisdizione della autorità giudiziaria ordinaria e di giustizia amministrativa di Milano.

**Art. 34.** Ai fini di qualsiasi comunicazione sociale, il domicilio degli Azionisti, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominato, si considera quello che risulta dai libri sociali, o altro espressamente comunicato e richiesto da parte degli stessi.

## **Clausola compromissoria**

**Art. 35.** Tutte le controversie insorgenti tra i soci, ovvero tra i soci e la Società che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, quelle aventi ad oggetto la validità di delibere Assembleari e quelle promosse da amministratori, liquidatori e sindaci, ovvero nei loro confronti, saranno devolute ad un Collegio arbitrale composto di tre membri, nominato dal Presidente del Consiglio dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Milano entro trenta giorni dal deposito dell'istanza della nomina da parte dell'interessato più diligente.

In difetto di nomina entro tale termine, il Collegio Arbitrale sarà nominato dal Presidente del Tribunale competente per sede della Società su istanza della parte interessata più diligente.

Il Collegio Arbitrale, che provvederà a nominare il proprio Presidente, dovrà decidere in via irrituale secondo diritto.

Non possono essere oggetto della presente clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Le modifiche ovvero la soppressione della presente clausola compromissoria devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

## **Disposizioni finali**

**Art. 36.** Per tutto quanto non è contemplato nel presente statuto, si fa espresso riferimento al codice civile ed alle leggi speciali vigenti in materia di società.

### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide que et par le transfert de son siège social en Italie la Société emporte en Italie tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, qui continuera d'exister dorénavant sous la nationalité italienne avec le maintien de sa personnalité morale.

### *Troisième résolution*

L'Assemblée examine et approuve, les comptes sociaux à savoir les bilan, les compte de pertes et profits arrêtés en date du 31 octobre 2013 tels que ces comptes sont soumis à l'Assemblée par le conseil d'administration.

Ces comptes sociaux sont à considérer comme comptes de clôture au Grand-Duché de Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Italie, comme pays d'accueil, une copie dudit bilan, après signature "ne varietur"

par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

#### *Quatrième résolution*

1. L'Assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et leur accorde, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

2. L'Assemblée fixe le nombre des administrateurs à 1 (un) et appelle Monsieur Lorenzo VALLARINO GANCIA, citoyen italien, né à Turin (Italie), le 20 juin 1930, demeurant à I-10121 Turin, Corso Matteotti 0 (zero), numéro fiscal: VLLLNZ30H20L219Q, à la fonction d'administrateur unique ("Amministratore unico"), jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2016.

3. L'Assemblée décide par ailleurs de nommer un collège des commissaires ("Collegio sindacale") qui sera en charge du contrôle comptable ("Controllo contabile") de la Société et qui sera composé de 3 membres titulaires ("sindaci effettivi") et de 2 membres suppléants ("sindaci supplenti"):

a) Sont nommés membres titulaires ("sindaci effettivi") du collège des commissaires ("Collegio sindacale"):

- Monsieur Massimo VIGLIO, citoyen italien, né à Magenta (Italie), le 23 juillet 1944, demeurant à I-20013 Magenta, Via Lomeni 10, numéro fiscal: VGLMSM44L23E801B, inscrit au Registro dei Revisori contabili avec decreto ministeriale del 12.04.1995, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della repubblica n. 31 bis - 4A serie speciale del 21.04.1995, président du collège des commissaires, ("Presidente del Collegio Sindacale");

- Madame Franca DETOMI, citoyen italien, née à Castelbaldo (Italie), le 23 octobre 1952, demeurant à I-20020 Vanzaghello, Via Cavour 14, numéro fiscal: DTMFNC52R63C057C, inscrit au Registro dei Revisori contabili avec decreto ministeriale del 12.04.1995, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della repubblica n. 31 bis - 4A serie speciale del 21.04.1995;

- Madame Laura RUGGERI, citoyen italien, née à Castano Primo (Italie), le 11 août 1955, demeurant à I-20022 Castano Primo, Via Malpaga 19/E, numéro fiscal: RGGLRA55M51C052Y, inscrit au Registro dei Revisori contabili avec decreto ministeriale del 12.04.1995, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della repubblica n. 31 bis - 4A serie speciale del 21.04.1995;

b) Sont nommés membres suppléants ("sindaci supplenti") du collège des commissaires ("Collegio sindacale")

- Monsieur Marco GAMBARO, citoyen italien, né à Busto Arsizio (Italie), le 28 avril 1966, demeurant à I-20022 Castano Primo, Via Palestro 3, numéro fiscal: GMBMRC66D28B300D, inscrit au Registro dei Revisori contabili avec decreto ministeriale del 19.04.2001, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della repubblica n. 036 - 4A serie speciale del 08.05.2001;

- Monsieur Alberto VIGLIO, citoyen italien, né à Milan (Italie), le 25 octobre 1982, demeurant à I-20013 Magenta, Via Lomeni 10, numéro fiscal: VGLLRT82R25F205V, inscrit au Registro dei Revisori contabili avec decreto ministeriale del 14.06.2011, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della repubblica n. 50 del 24.06.2011.

Les mandats des membres du collège des commissaires viendront à expiration à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2016.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide à l'unanimité de constituer et de nommer Monsieur Marco GAMBARO, citoyen italien, né à Busto Arsizio (Italie), le 28 avril 1966, demeurant à I-20022 Castano Primo, Via Palestro 3, numéro fiscal: GMBMRC66D28B300D comme mandataire spécial, agissant seul, avec plein pouvoir de substitution, afin de (i) modifier les Statuts refondus ainsi que l'acte de transfert du siège social si et comme demandé par les autorités italiennes pour l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et (ii) faire, exécuter et réaliser tout acte nécessaire ou accessoire afin de donner effet aux résolutions prises lors de cette Assemblée.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée confère à la société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "Pad-dock Corporate Services", établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 173016, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

#### *Septième résolution*

L'Assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra.

Ce refus, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit l'annulation rétroactive des présentes résolutions et le retour à la situation de la Société à la date d'aujourd'hui.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

13171

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013. LAC/2013/55291. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173110/598.

(130211433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

**Dubai European Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 155.328.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, vingt-sept novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société de droit Dubaïote EXECUTIVE SECURITIES LIMITED, avec siège social à Dubai International Financial Center, Level 5, Precint building 2, Gate Precinct, PO BOX 506565 à Dubai, Emirats Arabes Unis,

ici représenté par Monsieur Stéphane ALLART, employé privé, demeurant professionnellement au 16, rue Jean l'Aveugle en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante déclare et requièrent le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la société anonyme DUBAI EUROPEAN INVESTMENTS S.A., ayant son siège social à L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 155.328, constituée suivant acte reçu par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 septembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2216 du 19 octobre 2010.

2.- Que le capital social de la société anonyme DUBAI EUROPEAN INVESTMENTS S.A., pré-désignée, s'élève actuellement à EUR 31.700,- (trente-et-un mille sept cents Euros) représenté par 31.700 (trente-et-un mille sept cents) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune.

3.- Que la comparante est propriétaire de toutes les actions de la susdite société anonyme DUBAI EUROPEAN INVESTMENTS S.A.

4.- Que l'activité de la société DUBAI EUROPEAN INVESTMENTS S.A. ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

5.- Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

6.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

7.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour en vertu du point 6.

8.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

9.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation du registre des actions.

10.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à neuf cents euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Stéphane ALLART, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 novembre 2013. Relation GRE/2013/4835. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2013173986/47.

(130212579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

---

**KR Invest Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.977.

---

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000223/10.

(130223418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**MP Finance S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.660.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

MP Finance S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2014000283/14.

(130223797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**JC Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 74.212.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000216/9.

(130223864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**Aberis, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett.

R.C.S. Luxembourg B 116.754.

---

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- Monsieur Claude Edgar Raymond ENGLEBERT, gérant, né le 8 mai 1972 à Rocourt (Belgique), demeurant à B-4040 Herstal, 27, rue Christophe,

ici représenté par Monsieur Christoph FANK, employé privé, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss, 61, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 14 novembre 2013;

- Madame Christine CURVERS, employée privée, née le 10 juin 1973 à Liège (Belgique) demeurant à B-4040 Herstal, 27, rue Christophe,

ici représenté par Monsieur Christoph FANK, employé privé, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss, 61, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 14 novembre 2013.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

I. - Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils sont les seuls associés de la société «ABERIS», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.754, constituée sous la dénomination ABERIS COM SPRL suivant acte reçu par Maître Roland STIERS, notaire de résidence à Bressoux (Belgique), en date du 4 février 2002, publié aux Annexes du Moniteur belge du 27 février 2002, numéro 484, qu'elle a pris la nationalité luxembourgeoise aux termes d'un acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors notaire de résidence à Wiltz, en date du 16 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1490 du 3 août 2006, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors notaire de résidence à Wiltz, en date du 23 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 143 du 8 février 2007 (ci-après la "Société").

II. - Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, et appartenant aux associés prénommés comme suit:

- Monsieur Claude Edgar Raymond ENGLEBERT, prénommé, quatre cent cinquante parts sociales . . . . .	450
- Madame Christine CURVERS, prénommée, cinquante parts sociales . . . . .	<u>50</u>
TOTAL: cinq cents parts sociales . . . . .	500

III. - Les comparants pré-qualifiés, représentés comme dit ci-avant, étant les seuls associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes, qu'ils ont demandé au notaire d'acter comme il suit:

#### *Ordre du jour*

1. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société;
2. Nomination de Monsieur Claude Edgar Raymond ENGLEBERT, comme liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Divers.

#### *Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, les associés décident la dissolution anticipée de la Société et prononcent sa mise en liquidation à compter de ce jour.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, les associés décident de nommer en qualité de liquidateur:

- Monsieur Claude Edgar Raymond ENGLEBERT, gérant, né le 8 mai 1972 à Rocourt (Belgique), demeurant à B-4040 Herstal, 27, rue Christophe.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des associés dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement au montant de neuf cents euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. FANK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15305. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 24 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000490/74.

(130224531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Sacramento Resources S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.180.

—  
La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations No C-No 119 du 11 avril 1990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014000374/14.

(130223722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

---

**Kornerlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 57.325.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KORNERLUX S.A.

Référence de publication: 2014000940/10.

(130224261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Kornerlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 57.325.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KORNERLUX. S.A.

Référence de publication: 2014000941/10.

(130224266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Leeward Investment Company 2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 138.064.

—  
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 11 décembre 2013, a renouvelé le mandat des gérants:

- Monsieur Peter VANDERBRUGGEN, gérant de catégorie A, directeur d'entreprises, 37 Thurloe Court, Fulham Road, SW3 6SB, Londres, Royaume-Uni;
- Monsieur Sven DE BACKER, gérant de catégorie A, directeur d'entreprises, Kouterdreef 8, B-9270 Laarne, Belgique;
- Monsieur Florian BERTHIER, gérant de catégorie B, employé privé, 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Pour *LEEWARD INVESTMENT COMPANY 2*

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014000948/18.

(130224036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Leeward Investment Company 2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 138.064.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000949/9.

(140000613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Mokwalo Pharma S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Mokwalo S.A.).**

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 135.684.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth of December.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "MOKWALO S.A." (the "Company") a "société anonyme" having its registered office in 1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine, RCS Luxembourg B 135.684, incorporated on December 6<sup>th</sup>, 2007 by the above mentioned notary, Maître Jean SECKLER, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 465 of February 22<sup>nd</sup>, 2013.

The meeting is presided by Mr Henri DA CRUZ, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr Max MAYER, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the persons appearing at the meeting and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the four hundred forty-three (443) shares, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Amend article 1 of the articles of incorporation in order to give it the following wording:

"There exists a public limited company ("the company") governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended as well as by the present Articles of Incorporation.

The Company exists under the denomination of Mokwalo Pharma S.A."

2. Amend article 4 of the articles of incorporation in order to give it the following wording:

"The purpose of the company is to hold patents and other intellectual property rights within the meaning of article 50bis LIR of the Luxembourg fiscal code. The company may further carry out any commercial, industrial and financial operations, the investment in and development of real estate and movable property and the investment in participating interests, of either Luxembourg or foreign companies as well as the management, control and development of such participating interests. The company may perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word and the conduct of any business in connection therewith."

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

*First resolution*

The meeting decides to change the denomination of the company into "Mokwalo Pharma S.A." and to amend article 1 of the articles of incorporation in order to give it the following wording:

" **Art. 1.** There exists a public limited company ("the company") governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended as well as by the present Articles of Incorporation.

The Company exists under the denomination of Mokwalo Pharma S.A."

#### *Second resolution*

The meeting decides to change the purpose of the company and to amend the article 4 of the articles of Incorporation as follows:

" **Art. 4.** The purpose of the company is to hold patents and other intellectual property rights within the meaning of article 50bis LIR of the Luxembourg fiscal code. The company may further carry out any commercial, industrial and financial operations, the investment in and development of real estate and movable property and the investment in participating interests, of either Luxembourg or foreign companies as well as the management, control and development of such participating interests. The company may perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word and the conduct of any business in connection therewith."

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately eight hundred and fifty euro (EUR 850,-).

There being no further business before the meeting, the same was there upon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le six décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire résidant à Junglinster, Grand-Duché du Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «MOKWALO S.A.», (la «Société») une société anonyme, ayant son siège social à 1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine, RCS Luxembourg B 135.684, constituée suivant acte reçu par le prédit notaire Jean SECKLER le 6 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 465 du 22 février 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les quatre cent quarante-trois (443) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts qui aura la teneur suivante:

«Il est formé par l'actionnaire unique une Société anonyme (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés commerciales, telle que modifiée, et en particulier par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») ainsi que par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de Mokwalo Pharma S.A.»

2. Modification de l'article 4 des statuts qui aura la teneur suivante:

«L'objet de la société est de détenir des brevets et autres droits de propriété intellectuelle au sens de l'article 50bis LIR du code fiscal luxembourgeois. La société peut encore réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières, pour le développement de biens immobiliers et mobiliers et l'investissement dans les participations, de sociétés luxembourgeois ou de sociétés étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et le développement de ces sociétés.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.»;



Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de en Mokwalo Pharma S.A. et de modifier l'article 1 des statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est formé par l'actionnaire unique une Société anonyme (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés commerciales, telle que modifiée, et en particulier par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») ainsi que par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de Mokwalo Pharma S.A.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer l'objet social et de modifier l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4**. L'objet de la société est de détenir des brevets et autres droits de propriété intellectuelle au sens de l'article 50bis LIR du code fiscal luxembourgeois. La société peut encore réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières, pour le développement de biens immobiliers et mobiliers et l'investissement dans les participations, de sociétés luxembourgeois ou de sociétés étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et le développement de ces sociétés.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ huit cent cinquante euros (850,- EUR).

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Henri DA CRUZ, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 décembre 2013 Relation GRE/2013/5050. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 19 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178065/126.

(130217522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

**Lux-Avantage Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 46.041.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire n° 2938/2013 du 19 décembre 2013, signé par devant Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2013, LAC/2013/59001 au droit de douze euros (12.- €), qu'il a été procédé comme suit:

1. De constater que lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 décembre 2012, le terme du mandat des Administrateurs a été fixé à un an, c'est-à-dire jusqu'à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Paul WARINGO de son mandat d'administrateur avec effet au 26 avril 2013 et approuve la cooptation de Monsieur Aly KOHLL avec effet à compter de la même date.

Le mandat des Administrateurs venant ainsi à échéance, l'Assemblée procède à la nomination des membres suivants au Conseil d'Administration pour un terme d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en décembre 2014:

- Monsieur Jean-Claude FINCK, président;
- Monsieur John BOUR, vice-président;
- Monsieur Michel BIREL, administrateur;
- Monsieur Gilbert ERNST, administrateur;
- Monsieur Guy HOFFMANN, administrateur;

- Monsieur Aly KOHLL, administrateur;
- Monsieur Guy ROSSELJONG, administrateur;
- Madame Françoise THOMA, administrateur;
- Monsieur Charles WAGENER, administrateur;

2. De constater que le mandat du Réviseur d'Entreprises a été fixé à un an, c'est-à-dire jusqu'à la présente Assemblée Générale.

Le mandat venant ainsi à échéance, l'Assemblée procède à la nomination du Réviseur d'Entreprises Pricewaterhouse-Coopers pour un nouveau terme d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000986/33.

(130224426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

### **Medimo Investissements S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 173.389.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le trente décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Madame Carine BITTLER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

La société de droit de la République du Panama «AMYPPE INVESTMENTS S.A.», ayant son siège social à East 53<sup>rd</sup> Street, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama City, Republic of Panama, inscrite au registre du commerce de la République du Panama.

en vertu d'une procuration donnée à elle sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par la comparante agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante agissant en sa dite qualité a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. - Que la société anonyme "Medimo Investissements S.A. S.P.F." établie et ayant son siège social à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 173.389, a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 04 décembre 2012, publié au Mémorial C n° 189 du 25 janvier 2013.

II. - Que le capital social de la société anonyme «Medimo Investissements S.A. S.P.F.», pré-qualifiée, s'élève actuellement à TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), représenté par TROIS CENT DIX (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-) chacune, entièrement libérées.

III. - Que la comparante en sa qualité d'actionnaire unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société anonyme «Medimo Investissements S.A. S.P.F.».

IV. - Que la comparante est propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant d'actionnaire unique, elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société, celle-ci ayant cessé d'exister;

V. - Que la comparante déclare que les dettes connues ont été payées et qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI. - Que décharge pleine et entière est accordée aux organes sociaux de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII. - Qu'il a été procédé à l'annulation des titres au porteur, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII. - Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre.

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BITTLER, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31/12/2013. Relation: EAC/2013/17540. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/01/2014.

Référence de publication: 2014000995/48.

(140000179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

**Petro Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.270.780,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 142.127.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of PETRO LUX S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 8 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142127 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, then notary residing in Luxembourg, on September 16, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) under number 2578 of October 22, 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, on December 29, 2011, published in the Mémorial under number 836 of March 29, 2012.

THERE APPEARED:

VITOL B.V., having its registered office at K.P. van der Mandelelaan 130, 3062 MB, Rotterdam, the Netherlands, registered with the Dutch trade register under registration number 24126769 and the Dutch tax register under registration number 003587745 (the Shareholder I),

hereby represented by Mrs. Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

AND

VITOL Investments Holdings B.V., having its registered office at K.P. van der Mandelelaan 130, 3062 MB, Rotterdam, The Netherlands, registered with the Dutch trade register under registration number 52997553 (the Shareholder II and together with Shareholder I, the Shareholders),

hereby represented by Mrs. Solange Wolter-Schieres, prenamed, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such powers of attorney, after having been signed *in varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

- I. The Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.
- II. The agenda of the Meeting is worded as follows:
  1. Full restatement of the articles of association the Company, without restating the corporate purpose;
  2. Acknowledgement of the resignation of certain managers and designation of the new class A and new class B managers of the Company;
  3. Transfer of the registered office of the Company; and
  4. Miscellaneous.
- III. The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Shareholders consider themselves as duly convened and declare to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to them in advance and consequently waive all the rights and formalities they are entitled to for the convening of the Meeting.
- IV. The Shareholders have taken the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolve to fully restate the Articles of the Company which shall henceforth read as follows:

**I. "Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "PETRO LUX SARL" (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular

the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality either by a resolution of the board of managers, or by a resolution of the shareholders. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

3.2. The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprise and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated companies or any company belonging to the same group of companies.

3.3. The company may borrow in any form.

3.4. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation whether related to real estate assets or otherwise which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at two million two hundred seventy thousand seven hundred eighty Euro (EUR 2,270,780.-), represented by two million two hundred seventy thousand seven hundred eighty (2,270,780.-) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Appointment and Removal of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. If several managers are appointed there shall be two (2) classes of managers, namely the class A managers (the Class A Managers, each being a Class A Manager) and the class B managers (the Class B Managers, each being a Class B Manager).

7.3. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty- four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the Board and only if at least one Class A Manager and one Class B Manager are present or represented. Decisions shall be taken by the majority of the votes of the managers present or represented at such meeting provided that at least one Class A Manager and one Class B Manager have voted in favor of such decisions. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company will be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any agents to whom special powers have been delegated in accordance with article 8.1 (iii) of the Articles.

**Art. 9. Sole manager.**

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any agents to whom special powers have been delegated in accordance with article 8.1 (iii) of the Articles.

**Art. 10. Liability of the managers.**

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholder(s)

**Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.**

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 12. Sole shareholder.**

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

#### **Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Second resolution*

The Shareholders acknowledge and approve that:

- Simon Robert Hale, company director, born on April 2, 1983 in London, having his professional address at C/O Vitol Services Ltd, 76 Buckingham Palace Road, London, SW1W 9TQ, United Kingdom, is appointed as from the day of the present Meeting as class A manager of the Company for an indefinite period;

- Christophe Gammal, economist, born on August 9, 1967 in Uccle, Belgium, residing at 35, rue des Merisiers L-8253 Mamer, is appointed as from the day of the present Meeting as class B manager of the Company for an indefinite period;

- Jacobus Gerardus Sterken, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company;

- Yeliz Bozkir, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company;

- Séverine Lesgardeur, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company;

- Rob Nijst, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company;

- Guy Richard Skern, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company; and

- Frédéric Lemoine, has resigned as from the day of the present Meeting, from its duty as manager of the Company.

### *Third resolution*

The Shareholders decide to transfer the registered office of the Company from its current address (8 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) to 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The present original deed having been read to the proxyholder of each of the appearing parties, they signed it together with the undersigned notary.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de PETRO LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142127 (la Société), constituée suivant acte de Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 16 septembre 2008, publié au Mémorial

C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 2578 du 22 octobre 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 29 décembre 2011, publié au Mémorial numéro 836 du 29 mars 2012.

#### ONT COMPARU:

VITOL B.V., ayant son siège social à K.P. van der Mandelelaan 130, 3062 MB, Rotterdam, les Pays-Bas, enregistrée auprès de la chambre de commerce néerlandaise sous le numéro 24126769 and sous le numéro fiscal néerlandais 003587745 (l'Associé I),

ici représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

VITOL Investments Holdings B.V., ayant son siège social à K.P. van der Mandelelaan 130, 3062 MB, Rotterdam, les Pays-Bas, enregistrée auprès de la chambre de commerce néerlandaise sous le numéro 52997553 (l'Associé II et ensemble avec l'Associé I, les Associés),

ici représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les dites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiquée ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;
- II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:
  1. Refonte complète des statuts de la Société sans refonte de l'objet social.
  2. Résignation des gérants et désignation des nouveaux gérants de catégorie A et B de la Société;
  3. Désignation de la nouvelle adresse du siège social de la Société; et
  4. Divers.

III. L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, les Associés se considèrent comme dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, renonçant ainsi aux droits et formalités auxquels ils ont normalement droit pour la convocation de cette Assemblée.

Les Associés ont pris les décisions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de procéder à la refonte intégrale des Statuts de la Société qui prendront désormais la teneur suivante:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "PETRO LUX SARL" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune soit par décision du conseil de gérance, ou par une résolution des associés. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que la cession par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.



3.2. La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales, affiliées ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés.

3.3. La société peut emprunter sous toutes les formes.

3.4. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et entreprendre toute opération financière, commerciale et industrielle, relatives à des biens immobiliers ou autres qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à deux millions deux cent soixante-dix mille sept cent quatre-vingts Euro (EUR 2.270.780,-) représenté par deux millions deux cent soixante-dix mille sept cent quatre-vingts (2.270.780,-) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Si plusieurs gérants sont nommés, il y aura deux (2) catégories de gérants, à savoir les gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A, chacun étant un Gérant de Catégorie A) et les gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B, chacun étant un Gérant de Catégorie B).

7.3. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

##### **8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et seulement si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions seront adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition qu'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B aient voté en faveur de ces décisions. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue, et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués conformément à l'article 8.1 (iii) des Statuts.

### Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués conformément à l'article 8.1 (iii) des Statuts.

### Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 12. Associé unique.**

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 14. Réviseurs d'entreprises.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans mais qui peut être renouvelé.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider le paiement d'un dividende, d'affecter le solde à un compte de réserve ou de le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) Le Conseil doit décider de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

### **VII. Dispositions générales**

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

#### *Deuxième résolution*

Les Associés reconnaissent et approuvent que:

- Simon Robert Haie, né le 2 avril 1983 à Londres, Royaume Uni, ayant son adresse professionnelle au C/O Vitol Services Ltd, 76 Buckingham Palace Road, London, SW1W 9TQ, Royaume Uni, est nommé à partir de la date de la présente Assemblée en qualité de gérant de catégorie A pour une période indéfinie; et

- Christophe Gammai, économiste, né le 9 août 1967 à Uccle, Belgique, résidant au 35, rue des Merisiers L-8253 Mamer, Luxembourg, est nommé à partir de la date de la présente Assemblée en qualité de gérant de catégorie B pour une période indéfinie;

- Jacobus Gerardus Sterken a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée;

- Yeliz Bozkir a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée;

- Séverine Lesgardeur a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée;

- Rob Nijst a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée;

- Guy Richard Skern a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée;  
et

- Frédéric Lemoine a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet à la date de la présente Assemblée.

#### *Troisième résolution*

Les Associés décident de transférer le siège social de la Société de sa présente adresse (8 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et, qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, il a signé avec le notaire instrumentant, le présent original.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55456. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178163/522.

(130217553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

#### **TMRD Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8010 Strassen, 234, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 120.453.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2013183002/10.

(130223302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Top - Prom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 135.457.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2013183003/12.

(130223150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

**Amaranthe Octogone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 271.574,00.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.  
R.C.S. Luxembourg B 153.428.

L'adresse du gérant de catégorie B, Angelo Luis a changé et se trouve à présent au 1, place d'Armes, L-1136 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000014/12.

(130223357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2013.

**Moreno Broadcasting Logistics S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6171 Godbrange, 6, Op der Haerdchen.  
R.C.S. Luxembourg B 118.006.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille treize, le dix-huit décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Rosa Maria MORENO née le 15 août 1962 à Jersey City, New Jersey (USA), demeurant à L-6171 Godbrange, 6, Op der Haerdchen

ici représentée par Madame Carine BITTLER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre,

en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par la comparante agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "MORENO BROADCASTING LOGISTICS S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-6171 Godbrange, 6, Op der Haerdchen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.006, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Senningerberg, en date du 15 juin 2006, publié au Mémorial C numéro 1706 du 13 septembre 2006.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "MORENO BROADCASTING LOGISTICS S.à r.l.", pré-qualifiée, s'élève actuellement à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-), entièrement libérées.

III.- Que la comparante en sa qualité d'associée unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "MORENO BROADCASTING LOGISTICS S.à r.l."

IV.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société, et qu'en tant qu'associée unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que la comparante déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée aux organes sociaux de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-6171 Godbrange, 6, Op der Haerdchen.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BITTLER, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/12/2013. Relation: EAC/2013/16812. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/01/2014.

Référence de publication: 2014001039/46.

(140000218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

### **Distribution VII Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.216.

#### — STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of the month of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325003,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.1 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325094,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.2 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325136,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.3 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325268,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.4 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16620288,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.5 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.6 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.7 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.8 L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.F L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325078,

Blackstone Real Estate Holdings (Offshore) VII-ESC L.P., a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16324634,

Blackstone Family Real Estate Partnership (Offshore) VII-SMD L.P. a limited partnership existing under the laws of the province of Alberta (Canada), having its principal place of business at 345 Park Avenue, New York, 10154 NY, United States of America, registered with the Registrar of Corporations of Alberta under number LP 16325334,

represented by Mr Joe Zeaiter, jurist, professionally residing in Luxembourg pursuant to proxies dated 22<sup>nd</sup> November 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing parties, acting in the above stated capacity, have requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Distribution VII Topco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Distribution VII Topco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.



No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2014.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII L.P. . . . . .	3,444	EUR 3,444
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.1 L.P. . . . . .	545	EUR 545
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.2 L.P. . . . . .	529	EUR 529
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.3 L.P. . . . . .	1,265	EUR 1,265
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.4 L.P. . . . . .	264	EUR 264
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VE.TE.5 L.P. . . . . .	54	EUR 54
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.6 L.P. . . . . .	249	EUR 249
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.7 L.P. . . . . .	160	EUR 160
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.8 L.P. . . . . .	75	EUR 75
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.F L.P. . . . . .	5,718	EUR 5,718
Blackstone Real Estate Holdings (Offshore) VII-ESC L.P. . . . . .	60	EUR 60
Blackstone Family Real Estate Partnership (Offshore) VII-SMD L.P. . . . . .	137	EUR 137
Total . . . . .	12,500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The shareholders have forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
  - BRE/Management 6 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164.777.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing parties, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing parties signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausenddreizehn, am siebenundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325003,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.1 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325094,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.2 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325136,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.3 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325268,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.4 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16620288,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.5 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.6 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.7 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.8 L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta,

Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.F L.P., eine Kommanditgesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325078,

Blackstone Real Estate Holdings (Offshore) VII-ESC L.P., eine Kommandit-gesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16324634,

Blackstone Family Real Estate Partnership (Offshore) VII-SMD L.P., eine Kommandit-gesellschaft (a limited partnership) gegründet nach dem Recht der Provinz Alberta (Kanada), mit Hauptgeschäftssitz in 345 Park Avenue, New York, NY 10154, die Vereinigten Staaten von Amerika, und eingetragen im Registrar of Corporations of Alberta unter Nummer LP 16325334,

hier vertreten durch Herrn Joe Zeaiter, Jurist, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund von privatschriftlichen Vollmachten vom 22. November 2013, welche vorliegender Urkunde beigefügt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Parteien haben in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Distribution VII Topco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Distribution VII Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von den erschienenen Parteien und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von

jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäfts-

fürer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig Eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden,

um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2014 enden.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

### Zeichnung und Zahlung

Nachdem die erschienene Parteien die Gründungssatzung erstellt hat, haben sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII L.P. . . . . .	3.444	EUR 3.444
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.1 L.P. . . . . .	545	EUR 545
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.2 L.P. . . . . .	529	EUR 529
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.3 L.P. . . . . .	1.265	EUR 1.265
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.4 L.P. . . . . .	264	EUR 264
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VE.TE.5 L.P. . . . . .	54	EUR 54
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.6 L.P. . . . . .	249	EUR 249
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.7 L.P. . . . . .	160	EUR 160
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.TE.8 L.P. . . . . .	75	EUR 75
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VII.F L.P. . . . . .	5.718	EUR 5.718
Blackstone Real Estate Holdings (Offshore) VII-ESC L.P. . . . . .	60	EUR 60
Blackstone Family Real Estate Partnership (Offshore) VII-SMD L.P. . . . . .	137	EUR 137
<b>Total . . . . .</b>	<b>12.500</b>	<b>EUR 12.500</b>

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

### Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

### Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
  - BRE/Management 6 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 164.777.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Parteien, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Parteien die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. ZEAITER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2013. Relation: LAC/2013/54057. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 6. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013170754/539.

(130208119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

### **Soho Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 115.164.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013182948/9.

(130222347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**TecDis (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 83.013.

---

Les comptes annuels au 31.03.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013182978/10.

(130223166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Le Groupe Must Partener S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2117 Luxembourg, 12, rue Nicolas Mameranus.

R.C.S. Luxembourg B 160.521.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013182979/10.

(130222755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

---

**Garage Schneiders S.à r.l. et Cie s.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-6450 Echternach, 17, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 94.084.

---

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 31 décembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2014000798/10.

(130224423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Geka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4965 Clemency, 4, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 42.128.

---

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 décembre 2013.

Référence de publication: 2014000801/10.

(130223964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**GLESENER, Commerce de bétails S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7681 Waldbillig, 4B, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 149.320.

---

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 2 janvier 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014000817/10.

(140000348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---